

REVUE DES REVUES

Nourrir les hommes ou le commerce. *Informations et commentaires, le développement en question*, 146, Grenoble, janvier-mars 2009. 52 pages

Informations et Commentaires - Le développement en question est une revue trimestrielle, axée sur les problèmes des relations entre pays des Centres et ceux des Périphéries. Fondée en 1972 par Gilbert Blardone, elle est éditée actuellement par une équipe remaniée d'économistes grenoblois et lyonnais s'intéressant aux sujets d'actualité économiques et sociaux à dimension internationale qui concernent le développement des sociétés.

Chaque numéro comporte un thème particulier et des rubriques régulières. Le thème fait l'objet d'un ensemble d'articles constituant un dossier ouvert caractérisé par la variété des points de vue et la solidité de la documentation. Les rubriques régulières portent sur des présentations d'auteurs dont il est important de connaître les travaux, de pays du Tiers-monde, informant sur sa situation socioéconomique actuelle et enfin des comptes-rendus d'ouvrages et/ou d'articles.

Les dossiers de deux numéros : « 120 » et « 124 » ont été consacrés à l'Algérie ; le premier intitulé « Algérie 2002. Une Nation en souffrance » et le second libellé : « Algérie, hier et aujourd'hui. Conférences 2003, à Grenoble »

Le numéro 146, que nous avons sous la main comporte un dossier : « Nourrir les hommes ou le commerce ? ». L'éditorial signé par Patrice Allard, directeur de la publication, donne le ton aux six articles composant le dossier. Il annonce que dans les six textes, composant ce numéro, un regard est porté sur les aspects macro-économiques de l'évolution de la situation des pays émergents et en développement au cours de la période récente.

Dans le premier article, Hamid Aït Amara nous rappelle que le défi alimentaire constitue un enjeu majeur des décennies futures. Pour se nourrir, le Sud dépend largement du Nord. Au sein même du Nord, les produits alimentaires font l'objet de transactions internationales complexes. L'agriculture du Tiers-monde en subit les conséquences. Autant d'interdépendances qui aboutissent à rendre précaire la situation alimentaire du Sud, sans régler pour autant les problèmes de l'agriculture du Nord. De l'impact des politiques de libre-échange à l'échec du cycle de Doha, en passant par les tendances du coût de la nourriture, l'auteur

met en exergue les difficultés rencontrées par l'OMC à conclure le libre-échange agricole. En effet, les négociations commerciales internationales semblent butter sur les questions agricoles, alors même qu'elles ont comme objectif la régulation du libre échange.

Est-ce parce que la forte croissance des déficits agricoles et alimentaires des pays en développement n'est pas soutenable ? Selon Jacques Berthelot, auteur du second article portant sur « l'OMC, les paysans et les crises alimentaires », les institutions internationales ont proposé de faux remèdes pour vaincre la faim dans les pays en développement: la libéralisation des échanges agricoles leur a été vendue comme le meilleur moyen d'assurer leur sécurité alimentaire. Jacques Berthelot appelle à la nécessité de refonder toutes les politiques agricoles sur la souveraineté alimentaire, seule alternative.

Vasavi A. R soulève la problématique de l'agriculture néolibérale et des risques qu'elle engendre et promeut et que l'OMC et les politiques nationales semblent ignorer. Certes, l'agriculture a toujours été une activité fortement exposée aux risques climatiques, sanitaires et de marché. C'est d'ailleurs cette vulnérabilité de l'agriculture qui a entraîné un grand nombre de pays développés à se doter d'une politique agricole. En effet, la grande volatilité des prix agricoles sur les marchés mondiaux nécessite la mise en place de mécanismes efficaces pour éviter l'effondrement des revenus des agriculteurs en période de crise.

La contribution de Ayse Cavdar, est extraite d'une recherche, ayant fait l'objet d'un rapport pour le TUBITAK¹, sous le titre de « transformation agricole et processus d'intégration du marché international en Turquie ». En nous montrant que la Turquie préférerait investir dans l'agro-business afin de se faire une place sur le marché international, l'auteur nous explique que cette transformation n'est guère favorable au paysan.

L'article d'Antoine Brawand met en évidence les mutations que l'agriculture suisse connaît depuis quelques années. Il semblerait que la libéralisation des échanges mondiaux ne leur a pas permis de maintenir une politique agricole favorisant une stabilité des prix et des relations sereines entre producteurs et consommateurs. Enfin, Mathieu Calamé se penche sur les défis agricoles et alimentaires appelant à des politiques plus responsables. La question est de savoir comment créer un marché ouvert aux échanges et faire en sorte que les prix soient régulés ?

¹ Conseil de la Recherche Scientifique et Technologique en charge de la promotion, du développement, de l'organisation, de la conduite et de la coordination de la politique de recherche et de développement en Turquie

En conclusion, la crise alimentaire mondiale constitue l'élément majeur des luttes actuelles dans les pays du Sud. Le constat est relativement le même partout : le recours à une agriculture marchande, ouverte sur les échanges internationaux qui ne semble pas avoir permis d'assurer une sécurité alimentaire à cause des hausses de prix imposées sur les marchés domestiques, en dépit des différentes politiques qui essayent de protéger leurs marchés locaux des mouvements de prix internationaux

Aïcha BENAMAR

Migrations entre les deux rives du Sahara. *Autrepart, Revue de sciences sociales du Sud*, n° 36, Paris, I.R.D., Editions Armand Colin, 2005. 199 p.

Voilà une revue des sciences sociales qui mérite d'être connue et lue en Algérie en raison de la qualité des dossiers présentés qui, du reste sont proches des préoccupations de la recherche maghrébine et de la réalité des pays du Sud et ce, dans les champs du développement de l'économie, de la société et de l'espace.

Ainsi, cette livraison portant sur « Les migrations entre les deux rives du Sahara », thème d'actualité et d'avenir est certes un sujet fécond, mais qui demeure malheureusement peu abordé par les chercheurs algériens car il est, trop souvent, occulté dans le discours officiel ; ce qui transparaît à travers l'ensemble des articles élaborés dans ce numéro.

En dépit de la faiblesse de la diffusion de données statistiques officielles par de très nombreux pays, les flux migratoires de « *l'Afrique subsaharienne en direction de l'Afrique du Nord prennent une ampleur inédite* » depuis la décennie 1990, affirment clairement les deux coordinateurs Sylvie Bredeloup et Olivier Pliez, qui ajoutent que « *les Etats du Maghreb sont aujourd'hui soumis à de fortes pressions pour lutter contre ces migrations irrégulières et ont été conduits notamment à réviser les conditions d'entrée, de séjour et d'emploi des étrangers dans leur pays* ». A travers les textes, nous pouvons souligner que la discontinuité, observée dans les relations entretenues entre les différents gouvernements du continent africain, a systématiquement permis aux migrants d'élaborer des stratégies renouvelées modifiant les itinéraires et s'adaptant de fait, à la conjoncture géopolitique africaine.

Dans cet ordre d'idée, la fermeture de la frontière entre deux Etats du Monde arabe a entraîné un déclassement de la piste transsaharienne reliant le Soudan à la Libye obligeant de fait, les migrants à se forger d'autres itinéraires migratoires (Martine Drozd et Olivier Pliez) ; plus à

l'ouest. Ainsi est exposé le cas de la route liant Agadez du Niger à Sebha en Libye montrant la déliquescence des institutions publiques et de leurs agents qui rançonnent le long du trajet les migrants illégaux (Julien Brachet).

D'autres études de cas géographiquement plus localisés attestent de la complexité des tentatives migratoires des subsahariens dans les différents pays du Maghreb : à Nouadhibou en Mauritanie (Cheikh Oumar Ba et Armelle Choplin), à Casablanca au Maroc où commerçants et aventuriers s'installent (Anaik Pian), à Tunis en Tunisie où les échanges financiers et culturels avec l'Afrique permettent de modifier la perception locale des étrangers (Hassen Boubakri et Sylvie Mazella), à Tripoli en Libye où des circonstances politiques nationales peuvent réorienter des flux migratoires comme ceux des burkinabés (Sylvie Bredeloup et Mahamadou Zongo), en Algérie enfin où la croissance des villes sahariennes attirent des subsahariens de diverses horizons (Sassia Spiga). Pour clore ce dossier, le dernier essai se rapporte au champ sociologique liant les aspects religieux et commerciaux des Mourides rayonnant sur l'Afrique, Le Monde arabe et l'Europe (Sophie Bava).

A travers ce numéro d'un intérêt certain, le thème traité interpelle les algériens à la fois le personnel politique responsable et les chercheurs pour s'ouvrir sur ce champ fécond qui 'travaille' l'espace national et que nous ne pouvons plus occulter car par la force des choses, l'Algérie devient aujourd'hui, à la fois un pays de transit et un lieu de fixation de migrants subsahariens et arabes, voire asiatiques ; c'est dire enfin, l'urgence à prendre au sérieux la réalité de ce phénomène mondialisé.

Abed BENDJELID